

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1402

Rubrik: Forum

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Voyage au cœur de l'abstentionnisme

Par Fabrice Ghelfi, économiste

L'analyse des derniers résultats électoraux indique que l'électorat de gauche s'est peu mobilisé. Pourquoi? Explications.

LORS DU DERNIER week-end de votation, le 13 juin 1999, les Suissesses et les Suisses se sont exprimés sur cinq objets: la politique d'asile (nouvelle loi et arrêté fédéral), la politique en matière de drogue (prescription d'héroïne) et les assurances sociales (assurance maternité et assurance invalidité). Durant les jours qui ont suivi, comme de coutume, chacun dans le petit monde des experts, des médias et de la politique, y est allé de son commentaire. Ensuite, le soufflé est retombé. Jusqu'à ce qu'en juillet dernier, l'Institut de recherche en science politique gfs et le Département de science politique de l'Université de Genève publient une analyse de ces scrutins (analyse Vox).

Un aspect a particulièrement attiré mon attention. Il s'agit d'un petit graphique qui illustre le poids de la représentation des forces politiques au sein des votantes et des votants. On peut y remarquer qu'une seule orientation politique était sous-représentée par rapport à son influence normale: la gauche. Alors que les forces de l'extrême-gauche, du centre, de la droite et de l'extrême-droite ont affiché au contraire une sur-représentation. Pourtant, au vu de la nature fortement sociale des objets proposés au vote, on aurait pu s'attendre à une plus forte mobilisation de la gauche. L'étude explique que ce relatif sous-engagement est plutôt le fait de personnes qui sont certes à sensibilité de gauche mais sans être trop proches d'un parti. À l'inverse, on pourrait aussi supposer que ce constat trouve son origine dans une mobilisation plus marquée de la part de l'ensemble des forces politiques alors que les gens de gauche se sont engagés autant que d'habitude.

Sans vouloir trancher entre ces deux hypothèses, force est de remarquer que ce constat pose tout de même une question essentielle: peut-on affirmer que les

électorales et les électeurs qui ont une sensibilité sociale plus marquée se déplacent relativement moins aux urnes et ce, même pour des objets qui entrent directement dans leurs préoccupations? Et si oui, pourquoi l'abstentionnisme serait-il plus de gauche?

Dans une communauté atomisée

Évidemment, répondre à de telles questions exige d'autres analyses. Cependant, on sait que la participation au vote et les choix que celle-ci exige reposent sur une alchimie complexe. Parmi les facteurs qui expliquent le vote, on cite souvent le degré d'adhésion aux règles sociales et l'intensité de l'intégration dans la société. Ainsi, on relève en proportion plus de votants parmi celles et ceux qui ont un diplôme reconnu et parmi ceux qui ont un emploi stable. Au-delà de ces certitudes, l'action de glisser un bulletin dans une urne pourrait aussi résulter de la compréhension générale des enjeux politiques, de la faculté de différencier les programmes proposés par les partis, des intérêts personnels ou encore des attitudes des groupes de référence (famille, amis). On sait aussi que parmi les personnes les mieux formées et les mieux intégrées figurent les commerçants, les indépendants, les cadres et les professions supérieures, soit autant de catégories de personnes qui votent d'abord à droite, pensant ainsi mieux défendre leur liberté, leurs acquis et leur patrimoine. Ces éléments ne donnent pas toutes les pistes pour répondre à la question de la mobilisation des électrices et électeurs de gauche.

Pour toucher au cœur des causes de l'abstentionnisme, je formule une autre hypothèse. Une large part de la population ne saisit pas la portée des enjeux politiques parce que par essence il s'agit d'enjeux collectifs. Or, notre société est devenue une communauté à la fois atomisée – parce que chacun est livré à lui-même – mais aussi contraignante – elle étouffe les individus dans le conformisme et le conditionnement. En résumé: tous pareils et chacun pour soi. En poussant plus loin le raisonnement, on peut donc considérer que nous traversons une crise sociale. En parallèle, nous vivons aussi une crise économique importante qui

laisse le champ libre à la logique de la concurrence, du profit et de la rentabilité du capital. Ce contexte général a permis le développement de nombreux clivages: entre ceux qui sont qualifiés et les autres; entre ceux qui se comportent comme il faut et les autres; entre ceux qui ont un emploi et les autres; entre ceux qui ont un réseau de relations solides et les autres; entre ceux qui ont des revenus suffisants et les autres; entre ceux qui ont accès aux formations supérieures et à la culture et les autres. De ces crises résulte donc un renforcement des inégalités véritablement vécues au sein de la population. Les victimes de ces disparités sollicitent évidemment le monde politique, les gouvernants et exigent d'eux des solutions.

Hélas, dans le même temps, l'État aussi connaît une crise parce que ses ressources se sont raréfiées et que son champ d'action diminue. Ces circonstances ont à l'évidence miné la crédibilité des politiciennes et des politiciens progressistes auprès d'une large part de la population et poussé une partie de l'électorat à accorder ses suffrages à quelques populistes. Alors que d'autres, parmi ces victimes et ces laissés pour compte, ont décidé de désertier les isolements.

Dans ce contexte de triple crise, la gauche ne peut plus se contenter d'un discours réactif. Elle doit affirmer sa différence et montrer aux citoyennes et aux citoyens que ses propositions se distinguent clairement et permettent effectivement de progresser dans la résolution des problèmes que posent tous les jours les évolutions de la société. Au-delà du fond, la gauche doit aussi améliorer sa communication. D'abord, le discours politique doit devenir plus accessible et transparent! En effet, la gauche se contente trop souvent d'afficher des positions et ne se préoccupe pas assez de la façon dont elles sont comprises. Ensuite, nous devons apprendre à rendre des comptes à la population pour lui expliquer franchement ce qui a été fait, par qui, comment et pourquoi.

Pour amener plus massivement le peuple de gauche aux urnes, il ne s'agit pas seulement d'être des pompiers anonymes, mais aussi des pionniers qui travaillent au grand jour. ■